

BGE 66 I 186

Bundesgericht (BGE), 1940-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_66_I_186

FR: ATF 66 I 186

IT: DTF 66 I 186

Volltext

186 Verwaltungs- und Disziplinarrechtspflege_keit der Bez~r keine Rolle spielt. Nach Art. 15, Ziff. 3 könnte denn auch für sie die Abgabefreiheit nicht gewährt werden (VSA 9 S. 31, wo von der eidgen. Rekurskommis- sion festgestellt wurde, dass für analoge Versicherungskassen eines Vereins eine Befreiung nach Art. 17, Ziff. 3 Kriegs-StB von 1920 nicht gegeben sei). Die Befreiung folgt vielmehr aus der positiven Vorschrift von Art. 15, Ziff. 4, welche die genannten Kassen ausnimmt ohne Rücksicht auf das Merkmal der Gemeinnützigkeit, wie es nach Art. 15, Ziff. 3 massgebend ist. Ziffer 4 ist eine Sondervorschrift zu Gunsten bestimmt gearteter Selbst- hilfeeinrichtungen, die nach Ziffer 3 nicht frei wären. Will man darin einen gewissen innern Widerspruch erblicken, so liegt er eben in der gesetzlichen Ordnung selber, und er kann von den zur Anwendung berufenen Behörden nicht ausgeglichen werden. Für Zwecke, die nicht unter Ziffer 4 fallen, kann keine Befreiung bean- sprucht werden, die über die unverändert aus dem Krieg- StB. von 1920 übernommene Regelung der Ziffer 3 hin- ausgehen würde. 33. Arr@t du 13 juin 1940 dans la cause Schwob contre Commission gencvoise de reeurs pour la contribntion federale de erise. Oontribution tederale de cri8e : La legislature a voulu atteindre le revenu que le contribuable touche effectivement et personnellement. Ne peuvent etre ajouWes au revenu les indemnites que le contri. buable touche comme contrôleur d'une S. A., en son propre nom, mais pour le compte d'une autre societe dont il est le representant. Krisenabgabe : Der Besteuerung für Einkommen unterliegen nur die pelsönlichen Ein kiinfte des Steuerpflichtigen. Eine Entschädigung, die der Steuerpflichtige für eine Kont,roll- tätigkeit bei einer Unternehmung als Vertretel" der kontrollie- renden Aktiengesell~chaft und für deren Rechnung, also nicht für sich. bezieht, darf bei Festsetzung seines persönlichen Einkommens nicht angerechnet werden. Bundesrechtliche Abgaben. No 33. 187 Oontribuzione federale di crisi : Il legi'llatore ha voluto colpire il reddito ehe il contribuente per- eepisce effettivamente e personalmente. Non poflsono 8S'lere aggiunte al reddito le indennita ehe il contri. buente percepisce come revisore di una soeieta anonima in suo proprio nome, ma per conto di un' altra societa di' Cll egli e H rappresentante. Resume des taitis : Schwob est l'un des chefs de la S. A. Schwob freres et Cie. Pour chacune des annees 1936 et 1937, qui forment la Ille periode de la contribution federale de crise il a toucM, comme contrôleur de la S. A. Fonderie B~illat une indemnite de 5000 fr. Pendant la procedure d~ taxation relative a ladite periode, il a produit un ({ expose ». du 17 fevrier 1936, par lesquelles ohefs de la S. A. Schwob freres et Cie s'engagent a remettre au Conseil d'admi- nistration de celle-ci les indemnites qu'ils touchent comme organes des societes oontrôlees par leur entreprise. Il a produit egalement une declaration de la S. A. Schwob freres et Cie, selon laquelle il a du partager ses indemnites de oontrôleur avec les autres chefs de cette maison et n'a touche, en consequence, que 1725 fr. par an et non pas 5000 fr. L'Autorite oantonale de taxation a ajoute au revenu de Sohwob et impose a ce titre les deux indemniMs de 5000 fr. que celui-ci avait rec;ues, en 1936 et 1937, de la

Fonderie Boillat. Schwob a defere l'affaire a la Commission cantonale de recours pour la contribution federale de crise, et, celle-ci l'ayant deboute, il a forme un recours de droit administratif. Considerant en droit : 1. - Les autorites fiscales genevoises et l'Administration federale des contributions pretendent ajouter au revenu imposable de Schwob les 5000 fr. que celui-ci a touches, pour chacune des deux annees 1936 et 1937. . en sa qualite de controleur de la S. A. Fonderie Boillat. Le recourant s'y oppose et n'admet cette adjonction que 188 Verwaltungs- und Disziplinarrechtspflege. pour la part ;qu'il a touchee personnellement sur ces sommes et sur le produit d'activites analogues exercees par d'autres membres de la S. A. Schwob freres et Oie. 2. - L'art. 21 AOO pose tout d'abord en principe que le revenu total du contribuable est soumis a l'impot et il enumere ensuite les principales sources de revenu. L'art. 22 indique les defalcations admises et precise que (« le reste est le revenu net ». Les sommes consacrees a certains paiements determines peuvent etre defalquees (chiffres 5 a 7). L'enumeration de l'art. 22 est limitative. L'art. 23 indique, en particulier, certaines depenses qui ne peuvent faire l'objet d'une defalcation. Les particularites de ce systeme d'imposition montrent que le legislateur a voulu atteindre le revenu que le contribuable touche effectivement et personnellement et non pas un revenu fictif, que l'on calculerait en appliquant des principes tout abstraits. 3. - Le recourant n'a pu s'approprier les 5000 fr. dont il s'agit; il les a verses a la S. A. Schwob freres et Oie conformement a la convention du 17 fevrier 1936, dont l'existence ni la validite ne sont contestees. La Commission cantonale de recours et l'Administration federale des contributions estiment que la somme litigieuse fait partie du revenu du recourant, parce que celui-ci l'a, touchee en son propre nom et que le versement a la S. A. Schwob freres et Oie ne constitue qu'une simple depense faite au moyen d'un prelevement sur le revenu. Si tel etait bien le cas, les art. 22 et 23 ACO ne permettraient pas la defalcation. Cependant, cette argumentation est inoperante, parce que les deux indemnites litigieuses ne font pas effectivement partie du revenu de Schwob. 4. - L'AOO ne definit pas la notion de revenu, mais on peut admettre qu'il entend par ce terme les valeurs qui entrent dans le patrimoine du contribuable et dont celui-ci dispose effectivement. Cette definition est conforme aux Bundesrechtliche Abgaben. No 33. 189 forme au principe adopte par le legislateur, qui a soumis a l'impot le revenu effectif et personnel du contribuable (cf. consid. 2, RO 45 I 7 ; 46 I 196 s. ; 52 I 214). Les sommes dont celui-ci beneficie apparemment, et qui, en realite, ne sont point a sa disposition, mais appartiennent a un tiers, ne font pas partie de son revenu. C'est en son nom personnel que le recourant exerce les fonctions de controleur de la S. A. Fonderie Boillat. En droit, il agit done pour lui-meme dans ses rapports avec cette societe, mais en fait, il exerce son mandat dans l'interet de la S. A. Schwob freres et Oie, qui l'a delegue a ce poste pour surveiller dans une certaine mesure l'entreprise a laquelle elle est interessee (cf. art. 707 al. 3 CO). Elle a, du reste, des rapports analogues avec diverses entreprises qu'elle controle ainsi par le canal de ses membres ou des personnes qui dependent d'elle. Cela explique la convention du 17 fevrier 1936. C'est precisement parce qu'en realite les representants qu'elle delegue tiennent d'elle leur mandat et l'exercent pour elle qu'ils doivent lui verser les gains que leurs fonctions leur rapportent. Il apparaissait d'emblee, vu la convention, que le recourant ne pouvait toucher ses honoraires de controleur pour lui-meme, mais seulement pour la societe. A l'egard de la S. A. Schwob freres et Oie, il agit au nom de cette derniere, tandis qu'envers la S. A. Fonderie Boillat, il agit en son nom personnel. Il suit de la que, pour la contribution federale de crise, les 5000 fr. litigieux ne doivent pas compter comme revenu du recourant, car, bien que celui-ci les ait reus en son propre nom, il n'agissait pas moins, ce faisant, pour le compte d'un tiers; il n'ajoutait pas a

son patri- moine une valeur dont il piit disposer et il n'augmentait pas sa solvabilite. En versant a la S. A. Schwob freres et Oie la somme r~ue, comme il s'y etait oblige, il ne disposait donc pas da. son revenu puisque celui-ci ne comprenait pas cette somme.

L'opinion contraire, defen- due par la Oommission cantonale de recours et par l'Admi- 190 Verwaltungs. und Disziplinarrechtspflege. nistration fedeiale des contributions procede d'une con- ception trop schematique et formaliste du systeme institue par le Iegislate'ur pour l'imposition du revenu dans la contribution federale de crise. II. REGISTER REGISTRES

34. Urteil der I. ZivlIabteilung vom 11. September 1940 1. S. Jos. Mauner & Comp. A.-G. gegen Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum. 1. VerwaUungsgericht8beschwerde in Markensachen : Frister- streckung gemäss Btmdesratsbeschluss vom 29. September 1939. Erw. 1. 2. Markenregi8ter: Unsittlichkeit einer Marke, die geeignet ist, das Publikum über die Beschaffenheit der Ware zu täuschen. Art. 14 MSchG. Zurugkweisung einer internationalen Marke gemäss der Pariser Übereinkunft, Londoner Fassung von 1934. Erw. 2. 1. Recour8 de droit adminiBtrati/ dans les litiges reIatus ades marques de fabrique : Prolongation du delai de recours confor- mement a l'ACF du 29 septembre 1939. Consid. 1. 2; Regi8tre des marques: Est contraire aux mreurs Ia marque propre a induire le public en erreur sur Ia nature de Ja mar- chandise. Art. 14 de Ia Loi Bur Ia protection des marques de fabrique. Rafus d'une marque internationale conformement a Ia Convention de Paris, revisee a Londres en 1934. Consid. 2. Ricorso di diritto amministrativo nelle controversie relative a marche di fabbrica ; proroga deI termine di ricorso conforme- mente al DCF deI 29 settembre 1939. Consid. 1. Registro delle marche: E contraria ai buoni costumi la marca atta ad indurre il pubblico in errore sulla natura della merce. Art. 14 della Legge sulla protezione delle marche di fabbrica. Rifiuto d'iscrivere una marca internazionale conformemente alla Convenzione di Parigi, riveduta a Londra neI 1934. Consid. 2. A. - Die Firma Josef Manner & Comp. in Wien liess am 6. September 1939 für eine grosse Anzahl von Speisen und Getränken aller-Art im internationalen Register unter der Nr. 101925 eine Marke eintragen, welche das Bild Register. N° 34. 191 der Wiener Stefanskirche und darüber die Worte « Choco- lade Manner, Wien» aufweist. Die gleiche Marke ist seit 1938/39 in der deutschen Warenzeichemolle eingetragen. Durch Entscheid vom 17. Juli 1940 verweigerte das Eidgenössische Amt für geistiges Eigentum die Zulassung der Marke zum Schutze in der Schweiz, soweit sie für Waren bestimmt ist, die nicht mit Schokolade zubereitet werden, deren Zubereitung mit Schokolade aber an sich in Frage käme. B. - Gegen diesen Entscheid erhob-die Firma J. Manner & Comp. A.-G. am 24. August 1940 verwaltungsgerichtliche Beschwerde beim Bundesgericht mit dem Begehren, die Marke sei uneingeschränkt zuzulassen. Das beschwerdebeklagte Amt beantragt Abweisung der Beschwerde. DaB Bundesgericht zieht in Erwägung .- I. - Aus den Akten geht nicht hervor, wann der ange- fochtene Entscheid der Beschwerdeführerin zugestellt worden ist. Die Beschwerdefrist ist jedoch durch Art. 1 Ziff. 7 des Bundesratsbeschlusses vom 29. September 1939 betr. ausserordentliche Fristerstreckungen auf dem Gebiete des gewerblichen Rechtsschutzes bis auf weiteres erstreckt, und diese Erstreckung gilt gemäss Art. 3 des Beschlusses auch zu Gunsten von Ausländern, die im Ausland nieder- gelassen sind, sofern ihr Niederlassungs- oder Heimat- staat den Angehörigen der Schweiz Gegemecht gewährt. Da Deutschland nach der Mitteilung des beschwerde- beklagten Amtes Gegenrecht gewährt, ist die Beschwerde somit nicht verspätet, auch wenn seit Zustellung des angefochtenen Entscheides mehr als dreissig Tage (Art. 13 VDG) verstrichen sein sollten. 2. - Nach Art. 14 Abs. 1 Ziff. 2 MSchG hat das Amt . die Eintragung einer M;arke, die gegen die guten Sitten verstösst, zu verweigern. Diese

Bestimmung gelangt auf Grund von Art. 6 litt. B Ziff. 3 der Pariser Übereinkunft

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.